

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE
AFFAIRE
LE PROCUREUR c. LAURENT GBAGBO

ANNEXE 50
PUBLIQUE

Transcription par l'équipe de défense du Président Gbagbo de l'interview de Daniel Kablan Duncan « L'invité 11/06/2013 : Daniel Kablan Duncan, premier ministre ivoirien »

Transcription par l'équipe de défense du Président Gbagbo de l'interview de Daniel Kablan Duncan « L'invité 11/06/2013 : Daniel Kablan Duncan, premier ministre ivoirien »

(http://www.bbc.co.uk/afrique/nos_emissions/2013/06/130611_linvoke.shtml)

(Time code : 0 min – 3 min 40)

« Nous n'avons pas de position particulière. Il s'agit d'une instance internationale, qui suit ses Règles et pour lesquelles une décision a été prise. Ils n'ont pas accepté ou refusé, ils ont indiqué qu'ils ont besoin d'éléments complémentaires. Je crois que Madame la Procureur est en train de travailler sur ce dossier et le gouvernement donc ivoirien dit « mais écoutez , si vous avez besoin d'informations, nous sommes disponibles ». Et je pense qu'il y a eu donc un groupement des victimes en Côte d'Ivoire qui se disent à la disposition de Madame Bensouda pour fournir les éléments nécessaires. Je pense qu'il faut faire confiance à la CPI, la Cour pénale internationale, et les laisser donc suivre leur, disons leur processus intérieur, de manière à ce que donc les choses puissent être décidées sans pression de quelque nature que ce soit »

Question : « Son parti, le FPI, a appelé Madame la Procureur Bensouda à éventuellement envisager une relâche pure et simple de l'ex Président. La libération de Laurent Gbagbo, vous y pensez souvent ? Est-ce une probabilité ? »

Réponse : « Mais écoutez, de ce côté, je vais vous dire, en toute franchise, il s'agit d'une organisation internationale, c'est à elle de décider, disons que, de juger ou pas Monsieur Gbagbo. S'ils décident de le juger, c'est conformément à leurs règles. S'ils décident de le relâcher, c'est conformément à leurs règles. S'il est relâché, il reviendra où il veut, y compris en Côte d'Ivoire. Il n'aura aucun problème. S'il est condamné, bon la justice joue son rôle. »

Question : « Y-a-t-il un lien entre l'arrestation de Justin Koua, le leader de la jeunesse du FPI, et ce que certains qualifient de déconvenues de votre gouvernement après la décision des Juges la CPI d'ajourner la date de confirmation des charges contre Laurent Gbagbo »

Réponse : « Le gouvernement a fait donc une déclaration pour indiquer qu'il prenait acte de la décision prise par la Cour pénale internationale et que bon c'était à la disposition si les gens ont besoin d'information. C'est tout. »

Question : « Et pourquoi Justin Koua a-t-il été arrêté ? »

Réponse : « Mais ça n'a rien à voir avec ça, de ce que je crois savoir, puisque j'ai quitté Abidjan quand il a été arrêté, de ce que je crois savoir, il a fait donc des activités déstabilisatrices, disons que, à ce niveau. Mais on doit pouvoir, disons que... »

Question : « Devient-il de plus en plus gênant pour le pouvoir, une étoile montante, en tournée dans tout le pays pour éveiller les consciences ? »

Réponse : « Vous savez, il y a tellement de choses, en quoi peut-il gêner ? Jusqu'à présent, il ne gêne personne. Je ne pense pas. Les gens peut être donnent trop d'importance à des choses qui n'ont pas l'importance qu'il faut. La Côte d'Ivoire a pris un chemin de paix et de sécurité, un chemin de réconciliation nationale. Nous nous en tenons à ce cap et nous allons travailler dans ce sens. Vous savez qu'il y a eu plusieurs actions déstabilisatrices de la Côte d'Ivoire, à partir d'un certain nombre de pays frontaliers. Nous avons réglé les problèmes avec les différents pays concernés puisque que ce n'étaient pas les gouvernements qui étaient concernés mais c'était donc des ex-combattants qui traversaient la frontière pour faire des coups. Maintenant, il y a une coopération totale entre les gouvernements, que ce soit le Libéria, avec Madame Johnson-Sirleaf qu'avec le gouvernement de Monsieur Mohamad Ramali et ça se passe très très bien. Pour la stabilité, il faut la stabilité dans la région, de manière à ce que, ils viennent de reprendre la région comme nous avons travaillé en tant que Président, je vous parle de la Côte d'Ivoire, et par le biais donc du Président Ouattara, en tant que Président de la CDAO, pour qu'il y ait la paix au Mali, et que nous travaillons pour qu'il y ait la paix en Guinée Bissau, on souhaite aussi qu'il y ait la paix en Côte d'Ivoire, et que les problèmes fondamentaux soient des problèmes de développement, pas des problèmes politiques.

[...] »